

FRANCE :

Bilan des luttes de 1985.....p.3
Campagnes anti-terroristes
et renforcement policier.....p.3
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE..... p.4 et 5
Suède.....p.4
Japon.....p.4
Afrique du Sud..... p.5
REPONSE AU BIPR.....p.6
Perspectives pour 1986.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

LA BOURGEOISIE ACCENTUE SON OFFENSIVE LA CLASSE OUVRIERE DOIT RIPOSTER MASSIVEMENT

■ Ouvriers, la riposte que vous avez commencée à développer ces derniers mois -contre les attaques répétées du gouvernement socialiste, a subi un coup d'arrêt à travers l'échec de la grève à Renault.

Ce que la bourgeoisie ne pouvait pas cacher avec les nombreuses luttes ouvrières qui ont surgi depuis le printemps dernier, que ce soit dans les chantiers navals, dans les mines, dans la sidérurgie ou à la SNCF, c'est à dire votre colère et votre combativité, aujourd'hui, après Renault, son seul souci est de vous en détourner.

Non seulement vos luttes actuelles n'ont aucune place dans ses organes d'information, mais elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour vous dévier de vos préoccupations de classe.

Bien sûr, elle a ouvert avec le plus de fracas possible sa campagne électorale et elle tente encore une fois de vous entraîner dans des faux-choix, dans les alternatives les plus pourries, entre :

-le PS qui a encore, aujourd'hui, le culot de s'attribuer des satisfecits sur son bilan économique et social,

-la droite qui promet de remettre de l'ordre dans les affaires quand elle sera au pouvoir -et vous savez ce que cela veut dire!

-et le PC, qui a fait ses preuves anti-ouvrières pendant trois ans au gouvernement, et depuis un an à travers la CGT, contre les luttes qui ont surgi, ose se déclarer "parti révolutionnaire", "parti des ouvriers" voulant "rompre avec le capitalisme"

Et pendant qu'on cherche à vous saouler de mensonges sur les vertus de l'alternance ou de la cohabitation, le gouvernement continue de prendre les mesures les plus graves contre vos conditions de vie. Le gouvernement a beau essayer de minimiser l'ampleur de ses attaques, de les faire passer en douceur, ce sont des attaques sans précédent :

-la loi Delebarre sur la "flexibilité" offre à l'Etat et au patronat toute la "souplesse" nécessaire pour pouvoir réduire vos salaires et vous licencier en fonction des besoins du capital na-

tional.

-Par rapport aux licenciements, le secteur automobile et particulièrement à Renault est en ligne de mire : le gouvernement fait aujourd'hui ce qu'il n'osait pas faire il y a quelques mois encore, quand il annonçait qu'il n'y aurait pas de "mise au chômage", en promettant toutes sortes d'indemnités, de reconversions, de reclassements : il impose clairement des milliers de licenciements secs pour les prochains mois.

-De même, les travailleurs de la fonction publique savent aujourd'hui à quoi s'en tenir: la droite vient d'annoncer un plan visant à supprimer 80 000 emplois en deux ans et le gouvernement met progressivement en place une modification de leurs statuts qui n'est en fait à terme que la remise en cause de leur "garantie de l'emploi" ouvrant la porte à ces futurs licenciements.

Dans le même temps, les médias de la bourgeoisie bombardent des campagnes qui se relaient avec une cadence effrénée. Parmi les toutes dernières :

-La campagne anti-raciste, qui mobilise tous les "branchés" de gauche et même de droite et qui, sous le couvert détestable de l'humanisme bourgeois n'a en fait que le but de pointer le doigt sur une partie d'entre vous, pour pouvoir ensuite lui faire porter le chapeau de "l'insécurité" et de l'augmentation du chômage.

Non seulement cette campagne vise à justifier et à vous faire accepter les licenciements d'ouvriers sous prétexte qu'ils sont immigrés, mais à travers les différences de nationalité ou de races elle cherche à vous diviser et donc à vous affaiblir.

-La campagne anti-terroriste sciemment déclenchée après les attentats spectaculaires dans des grands magasins de la capitale qui n'a d'autre but que de créer une psychose dans la population et de justifier le renforcement de l'encadrement policier de la société ; encadrement qui est aujourd'hui nécessaire contre toute remise en question de l'ordre bourgeois, c'est à dire contre vos luttes et contre vos organisations politiques : les organisations révolutionnaires.

Les accusés privilégiés des radios et télévisions le soir même des attentats n'étaient-ils pas les "communistes internationalistes"?

Et le PC, toujours à la pointe dans les pires saloperies contre la classe ouvrière, demande carrément, dans un tract diffusé récemment, que soit mis en place autour de Renault-Billancourt, l'ilôtage : ils vont sûrement, en mettant des policiers partout tout autour de l'usine, protéger les ouvriers contre eux-mêmes!

Pendant ce temps, son officine syndicale, la CGT, continue son sale boulot à l'intérieur de Renault par ses pseudo-actions radicales (récemment encore par l'occupation de la salle où se réunissait le comité d'entreprise). Elle pousse les ouvriers, qui ressentent encore le goût amer de l'échec du mois de novembre (dont elle est la première responsable) et qui se méfient encore plus d'elle, à douter, à hésiter vis à vis de leur propre lutte.

C'est le même souci qui l'anime quand elle multiplie les "journées d'action" contre la "flexibilité". C'est le même objectif : vous dégouter, vous empêcher de lutter et de développer votre riposte contre cette loi et ses perspectives de chômage et de misère.

Ouvriers, à travers cette offensive tous azimuts la bourgeoisie tente d'exploiter l'avantage qu'elle a pris sur vous avec l'échec de la grève à Renault. Son souci est de vous détourner de vos préoccupations de classe en vous plaçant en permanence devant des faux choix : voter à droite ou voter à gauche, lutter avec la CGT ou ne pas lutter...

Son souci est d'entretenir en votre sein le doute sur votre capacité à lutter, de vous empêcher le plus possible de vous défendre.

Vous devez rejeter ces faux choix : c'est le terrain de la bourgeoisie. Vous devez riposter aux attaques qui se développent aujourd'hui contre vous, par la lutte massive et unie : c'est votre terrain.

81-86: LA GAUCHE CONFIRME SA NATURE ANTI-OUVRIERE

Le grand spécialiste de la propagande du régime nazi disait que "un mensonge énorme porte en lui une force qui éloigne le doute". Il faut croire qu'aujourd'hui, les partis de gauche PS et PC sont devenus des adeptes de Goebbels. En effet, à l'occasion de la campagne électorale, on voit aujourd'hui le PS se glorifier de ces grands acquis socialistes du gouvernement de gauche alors que n'importe quel ouvrier peut constater que ce sont des acquis pour le capital et non pour la classe ouvrière. De même on voit le PC prendre le drapeau des luttes ouvrières contre "la politique de droite" du PS, alors que cette politique n'est que la simple continuation de celle que lui-même a menée pendant 3 ans au gouvernement. Il est clair aujourd'hui que la gauche sortira battue des

prochaines législatives. Ce n'est donc pas en vue de gagner les élections que toute la gauche déballe ces mensonges les plus grossiers, mais en vue de se refaire une virginité, avant de regagner l'opposition (pour le PS) et de renforcer sa stratégie anti-ouvrière dans l'opposition (pour le PCF). Que les mesures prises par le gouvernement de gauche depuis 5 ans soient parfaitement conformes à la défense des intérêts capitalistes, cela le PS lui-même l'avoue ouvertement lorsqu'un de ses députés affirme: "...il s'agit de donner un sens socialiste aux mesures gouvernementales" (L. Jospin à la Convention Nationale du PS). En d'autres termes, il faut "peindre en rose la politique du gouvernement PS", sinon personne ne verra la différence avec celle de la droite. Et, en effet, si on passe

en revue toutes ces "avancées sociales" dont se glorifie la gauche, il n'y en a pas une qui ait quelque chose à voir avec les intérêts de la classe ouvrière:

- les nationalisations: ce grand cheval de bataille de la gestion de gauche, non seulement les ouvriers n'y ont rien gagné mais ils ont dû payer de leur poche le rachat par l'Etat de ces entreprises, et cela sous forme d'augmentations d'impôts et de baisses des prestations sociales; en fin de compte ils se sont confrontés comme dans les autres secteurs aux mêmes licenciements, aux baisses de salaires, à l'augmentation des cadences;

- la semaine de 39 H: elle n'est qu'un ersatz des 35 H promises en mai 81, et en fin de compte une escroquerie dans la mesure où l'Etat a largement récupéré l'heure "gagnée" par la perte de l'heure du casse-croûte, de pause et une augmentation des cadences;

81-86: LA GAUCHE CONFIRME SA NATURE ANTI-OUVRIERE

(SUITE DE LA PAGE 1)

- il en est de même pour la 5ème semaine de congés payés qui ne représente que 2% de réduction du temps de travail alors que les cadences ont augmenté au bas mot de 10% avec toutes les réductions d'effectifs qui ont accompagnées la "modernisation" de l'appareil productif. Ce n'est pas par philanthropie que le capitalisme accorde des congés payés. C'est la condition de la reconstitution de la force de travail de ses esclaves salariés!

- la création d'emplois? Parlons-en! Le gouvernement de gauche nous avait promis 500.000 emplois supplémentaires... Ce sont d'ores et déjà 1 million 500.000 emplois qui ont été supprimés depuis mai 81. La gauche a le cynisme de prétendre compenser ces pertes d'emplois par la création des 300.000 TUC à 1200 Fr/mois, qu'elle nous présente comme une mesure progressiste, un "acquis" fondamental pour la classe ouvrière alors qu'il s'agit d'une simple reconduction de la politique de "pacte pour l'emploi" de Barre, politique qu'elle dénonçait lorsqu'elle était dans l'opposition comme une mystification permettant aux entreprises d'utiliser une main d'oeuvre sous-payée et débauchable à tout moment.

Ce formidable "acquis de la gauche" est si rentable pour le capital que même la droite pourra s'en réclamer puisque Chirac se propose non seulement de maintenir les TUC mais encore de les augmenter de façon considérable.

Voilà comment la gauche a tenté de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, en prétendant donner "un sens socialiste" à toutes ces mesures d'austérité!

DES PROMESSES DE 81 A LA REALITE DE 85

A l'heure où il leur faut tous tirer un bilan, le PS, malgré toutes ses contorsions, a aujourd'hui bien du mal à démentir la réalité des faits, on le voit ainsi se réfugier derrière son principal argument: "...il faut tenir compte de nos valeurs et notre éthique plus que de notre bilan" (Rocard). En d'autres termes, il faut que les ouvriers nous pardonnent nos promesses d'ivrognes! Qu'on en juge! Le gouvernement PS-PC nous avait promis de mettre un terme à l'austérité par:

- une relance de la "consommation populaire": en réalité c'est d'une perte effective de 10% du pouvoir d'achat (les chiffres officiels pourtant truqués, reconnaissent 3%) dont il nous a gratifié et qui s'est concrétisée dès 82 avec l'application des 2 plans Delors (augmentation de tous les tarifs publics, des impôts, des cotisations sociales, baisse des prestations sociales, de la durée et du montant des allocations chômage, emprunt obligatoire au nom de la solidarité avec les chômeurs, etc). Depuis les années 50, c'est la première fois que le prolétariat subit une telle perte de son pouvoir d'achat. La gauche a mis ainsi en application des mesures que même Barre n'avait jamais osé prendre;

- une réduction du chômage: "la France ne comptera pas 2 millions de chômeurs, je m'y engage" (Mitterrand, lors de la campagne électorale au printemps 81), 6 mois plus tard, le cap des 2 millions de chômeurs est largement dépassé, et aujourd'hui, on frise les 3 millions (dont 1/3 sans aucune allocation, est réduit à l'indigence la plus totale) avec la planification des licenciements prévus pour 86. Ces centaines de milliers de licenciements, la gauche - comme la droite avant elle - nous les a présentés comme un moindre mal au nom de la "modernisation", des "restructurations industrielles". Alors qu'en 78-79, la gauche (PS et PC) "s'indignait" devant le plan Davignon d'assainissement de la sidérurgie en jurant ses grands dieux que si elle était au pouvoir, ça ne se passerait pas comme ça; non seulement elle a repris à son compte les mêmes discours mensongers mais elle a fait mieux que la droite en matière d'assainissement". Ainsi, fin 84, le gouvernement de gauche portait déjà à son actif 430.000 licenciements économiques, de même qu'il a réussi l'exploit de supprimer en trois ans et demi autant que pendant le septennat de Giscard, en attaquant notamment les secteurs considérés jusqu'alors comme "intouchables" (PTT, SNCF, EDF-GDF, santé, éducation, banques...);

- l'élimination des inégalités sociales et la lutte contre le racisme: cette grande "valeur" de la gauche "progressiste", dont le PS a fait un des thèmes majeurs de sa propagande actuelle, ne lui épargnera pas pour autant l'épreuve du bilan. Mitterrand peut toujours proclamer que "les immigrés en situation régulière sont en France chez eux" (conférence de presse du 21/11), il aura bien du mal à faire avaler la couleuvre de la politique anti-immigrés qu'il a menée depuis 5 ans. En guise de lutte contre le racisme, on a vu avec quelle fermeté la gauche a reconduit les lois Bonnet et Stoléro sur le contrôle de l'immigration en renforçant davantage les contrôles douaniers et policiers aux frontières, en expulsant manu militari les clandestins afin de "protéger l'emploi des français" (sic!) (Mitterrand le 1/9/83 à la TV). Quant aux immigrés en "situation régulière" qui bénéficient encore de "l'hospitalité" de l'Etat français de gauche, ils font quotidiennement les frais d'une telle situation soit par le non-renouvellement de leurs cartes de travail et de séjour, soit par l'interdiction du droit de

séjour à leur famille, soit par les brimades policières dont ils sont victimes en permanence. Que la gauche ne se fasse donc pas de souci: les ouvriers tiendront compte de son bilan autant que de ses "valeurs" et de son "éthique"...bourgeoises! Le seul bilan positif dont elle peut se vanter, c'est d'avoir "tenu les rênes dans la durée, dans l'ordre et dans la paix civile" (Jospin le 29/11 au meeting du PS) grâce à la modernisation de tout son appareil répressif. Ainsi, sous prétexte de "protéger" les ouvriers contre la violence et l'intervention des milices patronales, on a vu le gouvernement de gauche coiffer ses CRS d'une auréole de bons samaritains pour évacuer les usines en grève; de même que c'est sous couvert de la lutte contre "l'insécurité" du citoyen", contre le "terrorisme" qu'il a organisé le quadrillage systématique des quartiers ouvriers (notamment avec le développement de l'"ilotage"). Toutes ces campagnes contre l'insécurité et le terrorisme que le PS n'hésitait pas à dénoncer, lorsqu'il était dans l'opposition, comme une "volonté (de la droite) de se prémunir contre les classes dangereuses, les classes laborieuses" (Mauroy en 80) font aujourd'hui figure d'aveu incontestable: la gauche et la droite, en utilisant les mêmes méthodes pour justifier le renforcement de son appareil répressif, n'ont qu'un seul ennemi commun: la classe ouvrière.



Printemps 84: les sidérurgistes en Lorraine brûlent le portrait de Mitterrand après l'annonce de nouveaux licenciements.

LA "POLITIQUE DE DROITE" DU P.C.F.

Depuis sa sortie du gouvernement en juillet 1984, le PCF n'a cessé de radicaliser son langage d'opposition au P.S., de se présenter comme un parti "révolutionnaire" pour tenter de faire oublier aux ouvriers les bons et loyaux services qu'il a rendus pendant trois ans au capital lorsqu'il était au gouvernement. A l'heure du bilan de la gauche au pouvoir, on le voit accentuer encore ses critiques contre le PS, afin que, surtout, les ouvriers ne mélangent pas les torchons avec les serviettes: "Chaque parti répond des positions qu'il a réellement prises, des actes qu'il a accomplis, du rôle qu'il a effectivement joué" (Krasucki, au 42e congrès de la CGT). Ainsi, puisque ces défenseurs acharnés de la classe ouvrière nous y convient, il faut rendre à César ce qui est à César et au PCF ce qui lui revient:

- le PCF peut crier au scandale devant le "bilan désastreux" du gouvernement PS. Nous n'oublierons pas qu'il a voté trois fois sa confiance au gouvernement Mauroy et qu'au lendemain de l'adoption du 2ème plan Delors (qu'il a lui-même mis en application) il affirmait encore: "Le bilan de la gauche au pouvoir est positif" (Marchais, au C.C. du PCF le 20/4/83), "tout sera fait pour apporter notre soutien au gouvernement" (Lajoie, idem). En effet, tout a été si bien fait par le PCF pour gérer les intérêts du capital que ce sont 300 000 licenciements qui sont tombés entre mai 81 et décembre 83 dans tous les secteurs;
- le PCF peut "s'indigner" aujourd'hui devant le projet "scélérate" sur la flexibilité de l'emploi. Il ne nous fera pas oublier toutes les mesures "scélérate" qu'il a lui-même prises en participant à la mise en application des deux plans Delors. Tout le tapage qu'il a fait dernièrement à l'Assemblée Nationale contre l'adoption de la loi sur la flexibilité de l'emploi n'est qu'une grotesque mascarade, destinée à nous faire oublier les fameuses ordonnances de janvier 82 qu'il a votées les yeux fermés (ordonnances qui stipulaient que

"la réduction du temps de travail doit s'accompagner de possibilités d'aménagement du temps de travail"). Ainsi, c'est grâce au PCF que les entreprises se sont arrogées le droit d'appliquer en toute légalité cette "flexibilité" avant même l'adoption de cette loi;

- le PCF peut toujours dénoncer à cors et à cris la "politique de droite" menée par le gouvernement Fabius. Nous n'oublions pas l'assiduité avec laquelle ces ministres ont su remplir leur mandat sur le dos de la classe ouvrière:

- . Ralite, en imposant le forfait hospitalier lorsqu'il était ministre de la santé, puis en dégraissant tous les secteurs industriels de leurs effectifs (2 000 à Talbot, 4 000 à Citroën, 6 000 dans les Charbonnages, 24 000 dans la sidérurgie, etc...) lorsqu'il était secrétaire d'Etat à l'Emploi. Quand Fiterman accuse le gouvernement Fabius de masquer la réalité des licenciements derrière les congés de reconversion, c'est encore pour tenter de nous faire oublier que c'est son complice Ralite qui a été, au moment des licenciements à Talbot, le maître d'oeuvre d'une telle innovation

- . Fiterman, en condamnant les grèves sauvages à la SNCF comme une "provocation" fomentée par des éléments "manipulés par l'extrême-droite";
- . Le Pors, en supprimant 40 000 postes dans la fonction publique, et en imposant une baisse des salaires à tous ces "privilégiés" qui bénéficient encore de la garantie de l'emploi. Aujourd'hui, nos ex-"camarades" ministres ont retiré leur épingle du jeu gouvernemental pour s'éviter d'autres égratignures. Et s'ils déploient désormais le drapeau de la classe ouvrière, nous ne devons pas oublier qu'ils n'ont jamais raté une occasion de le piétiner lorsqu'ils étaient au gouvernement, en envoyant leurs flics contre les ouvriers des chantiers navals de Dunkerque, à Marseille et en Lorraine en mars 1984, contre le tri postal de Caen le 20 avril, à Talbot et à Citroën pour évacuer les grévistes.

Ils n'étaient que quatre ministres PCF, en effet, mais c'était suffisant pour faire tout ce sale boulot contre la classe ouvrière.

Au siècle dernier, le révolutionnaire Blanqui avertissait déjà les ouvriers: "Mais pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promesses ridicules dans la rue, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, de la mitraille enfin, de la misère toujours!"

Avec la gauche, nous avons eu les grands défilés au nom du "Programme Commun", le grand rassemblement de la Bastille du 10 mai 81, les mascarades de Mitterrand avec sa rose (au Panthéon et ailleurs), ses phrases sonores d'avocat, l'eau bénite des "curés de gauche", les injures (de Fiterman et de ses complices) contre ceux qui ne tenaient pas compte de "l'intérêt national", les CRS déchaînés contre les ouvriers et de la misère comme jamais nous n'en avions connue depuis la dernière guerre mondiale.

Voilà le formidable bilan de ces cinq années de gauche au pouvoir!

Avril

BILAN ET PERSPECTIVES POUR LES LUTTES

(SUITE DE LA p.3)

Les chauffeurs parisiens des PIT, les mineurs de Lorraine, se retrouvent face aux mêmes besoins qui s'affirment de plus en plus clairement.

DEVELOPPEZ ET ELARGISSEZ VOS LUTTES!

L'expérience des luttes qui se sont développées depuis un an, les échecs mêmes que vous avez subis ne remettent nullement en cause votre capacité à lutter. Au contraire, c'est de manière plus crue, plus pressante, avec plus d'acuité que jamais, qu'ils font surgir la question dans vos rangs: comment lutter?

VOUS NE POUVEZ PLUS désertier le terrain de la défense de vos intérêts de classe alors que la seule perspective qui est devant vous est celle d'attaques plus dramatiques contre vos conditions de vie (3).

VOUS NE POUVEZ PLUS LAISSER VOS LUTTES ISOLEES les unes des autres, VOUS DEVEZ OPOSER UN FRONT UNI à ces attaques que mène toute la bourgeoisie! VOUS DEVEZ OPOSER votre regroupement, votre unité votre action, votre combativité contre l'immobilisation, la division, la démoralisation, voulues et planifiées par la bourgeoisie et ses syndicats. Pour cela, VOUS DEVEZ VOUS RASSEMBLER le plus massivement possible, vous réunir en assemblées ouvertes à tous les ouvriers, au travail ou au chômage, indépendamment de votre entreprise, de votre corporation. Vous devez y discuter le plus largement, le plus librement des moyens pour développer la lutte, des moyens de son extension et de sa prise en main par l'ensemble des ouvriers.

Aujourd'hui plus que jamais, c'est la seule possibilité et c'est la condition nécessaire de votre avancée.

Y.D.

NOTES:

(1) et (2): voir articles dans RI no 138.
(3) voir article dans ce numéro.

BILAN D'UN AN DE LUTTES

LECONS ET PERSPECTIVES POUR LES LUTTES

■ Ouvriers! En l'espace d'un an, la bourgeoisie a multiplié ses attaques contre vous à un niveau sans précédent. Ces attaques se sont développées sur tous les plans : votre salaire, votre emploi, vos conditions de vie, et contre vous tous : chômeurs ou en activité, salariés du secteur public, du privé, dans quelque région que vous viviez. Aucun d'entre vous n'a été épargné.

Mais, tout au long de cette année 1985, vous avez riposté à ces attaques, affirmant ainsi votre combativité, votre exaspération, votre méfiance grandissante envers la gauche et les syndicats, particulièrement dans les secteurs les plus attaqués : dans les chantiers navals -à Dunkerque, La Ciotat, Nantes-, dans la sidérurgie du Pompey au Valenciennois, dans les mines des houillères de Lorraine, dans le secteur public comme à la SNCF ou aux PTT.

Vous avez répondu au niveau de tout le prolétariat des pays d'Europe occidentale qui a été amené à développer des luttes défensives contre l'attaque généralisée du capitalisme, de la Grande-Bretagne à la Grèce, de l'Espagne au Danemark et à la Suède. A plusieurs reprises, ces luttes se sont déroulées en même temps, dans les mêmes secteurs, ont gagné toute une région au delà des secteurs. Elles ont eu les mêmes causes, les mêmes revendications et se sont heurtées aux mêmes obstacles. Jamais de telles conditions de simultanéité n'ont existé auparavant au niveau international, permettant de briser leur isolement que toute la bourgeoisie s'efforce de maintenir.

Ouvriers, en France particulièrement, vous avez accumulé une expérience énorme sur le rôle de la gauche et des syndicats qui prétendent vous défendre alors qu'ils défendent l'ordre capitaliste contre vous. Vous avez l'expérience de vos luttes dévoyées dans les années 70 -en première ligne par les syndicats- sur le terrain du "programme commun de la gauche", vous avez l'expérience de votre confrontation ultérieure et encore présente avec cette gauche qui n'a cessé de multiplier, une fois au pouvoir, les attaques contre vous.

Vous avez pu ainsi développer, fortifier une méfiance salutaire envers tout l'appareil de gauche et parallèlement envers tout l'appareil syndical de la bourgeoisie.

Pourtant, malgré l'accumulation de cette colère, de cette combativité, de cette défiance, et de cette expérience, la bourgeoisie a réussi montamment dans ses manœuvres. Elle est parvenue jusqu'ici à vous piéger, à imposer des attaques et à isoler vos luttes. C'est dans cet isolement qu'elle peut les étouffer, les enrayer et profiter de cet avantage pour accentuer à l'heure actuelle son offensive contre vous, sur tous les plans.

Mais les moyens de briser cet isolement, d'affirmer votre force, votre unité, n'ont jamais été autant à votre portée.

LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA COMBATIVITE OUVRIERE.

La bourgeoisie le sait. Elle s'est armée, elle a agi en conséquence.

Rappelez-vous que c'est au lendemain du coup porté aux ouvriers dans la sidérurgie que le PCF est sorti du gouvernement durant l'été 84, face à la montée de la pression ouvrière qui s'était déjà concrétisée en 83-84 par les luttes aux PTT, à Talbot, chez Citroën, dans la sidérurgie.

A partir de là, la bourgeoisie a pu réagir avec extrêmement de détermination pour attaquer les secteurs centraux de la classe ouvrière : la région parisienne et mettre en oeuvre ses plans de licenciements dans les chantiers navals et l'automobile. De parti gouvernemental, le PC évolue à toute vitesse dans l'opposition, s'auto-proclamant "seul parti de la lutte", reprenant un langage révolutionnaire "de base pour la base" et la CGT suit un chemin parallèle au niveau syndical.

Ceci n'empêche pas fin 84 et au début du premier trimestre 85, la combativité ouvrière de s'exprimer dans les nombreux secteurs durement attaqués : Creusot-Loire, RVI Vénissieux, la SERNAM, Duce'llier, Ugine-Fos, les chantiers navals AFO St Nazaire, LIT, Thomson-CSF, les employés de la compagnie maritime Sealink, les mineurs de Decazeville et bien d'autres.

Tandis que la CGT déjà à pied d'oeuvre s'emploie à maintenir ces luttes sur le terrain de l'usine, de la corporation, elle organise une première manœuvre de détournement du mécontentement à Renault sur les "primes de fin d'année" au lendemain de la participation des projets de licenciements (plan Dalle) de l'entreprise.

Dans la même période, l'ensemble de l'appareil politique de la bourgeoisie lance une vaste campagne sur les "nouveaux pauvres" qui tente de couvrir l'accélération brutale du chômage et les attaques sans précédent dont sont victimes les ouvriers réduits au chômage.

Mais c'est à partir d'avril-mai que la bourgeoisie met en place une véritable stratégie préventive contre les luttes et les menaces d'explosions ouvrières, de façon encore mieux planifiée et concertée. Il s'agit d'épuiser la colère ouvrière grandissante dans de fausses luttes ou de l'inciter à la passivité afin de faire passer le mieux possible les attaques contre les secteurs centraux.

Elle utilise habilement les doutes profonds qui se font jour envers ses organes d'encadrement et tente de transformer cette méfiance -qui va du scepticisme à l'écoeurement- que rencontrent les

appels syndicaux aux grèves, aux manifestations, derrière leurs banderoles et leurs slogans en entreprise de démoralisation des ouvriers, en travail de sape sur les luttes.

Ainsi dans la "marche des jeunes pour l'emploi" de la CGT le 23 mars, puis dans celle qu'elle organise le 10 mai pour "les Renault", dans la "manifestation des chômeurs" tenue sous la houlette du syndicat de Pagat le 30 mai, l'objectif de la bourgeoisie était d'empêcher la mobilisation des ouvriers. Il s'agit de les diviser par catégorie, corporation, usine, de les isoler du reste de la classe par des revendications spécifiques, de les écoeurer à travers des mots d'ordre démobilisateurs, de les décourager en les poussant à abandonner ainsi le terrain de la lutte.

Le seul but poursuivi par les syndicats est de prendre les devants de l'action ouvrière en faisant croire que les ouvriers ne veulent plus lutter ou sont incapables de lutter, pour empêcher tout rassemblement, toute réunion, toute démonstration massive des ouvriers sur le terrain de la défense de leurs intérêts de classe.

Ce travail de sape est appuyé, renforcé, en juin par l'opération menée par le PCF à Ivry où, à l'issue de l'occupation bidon de l'usine SKF vidée de tout ouvrier depuis des mois et de manifestations spectaculaires, les troupes du PC et de la CGT s'affrontent avec la police (1). Tandis que se déroulent ces manœuvres de diversion, le plan Besse, avec ses 21000 licenciements en deux ans à Renault est annoncé officiellement. Malgré toute l'amplification de cette stratégie, visant à paralyser, à immobiliser les luttes, les ouvriers vont exprimer ouvertement contre cela, leur colère et leur volonté de se battre. A deux reprises -le 28 juin à Lille et le 18 juillet à Dunkerque- en débordant à chaque fois le cadre d'une action syndicale, 1500 ouvriers des chantiers navals de la Normed se regroupent dans la rue, s'affrontent à la police et refusent l'ouverture des négociations que proposent les syndicats. De façon encore embryonnaire, cette riposte concrétise la possibilité et la nécessité de se regrouper pour agir ensemble et s'opposer aux attaques de la bourgeoisie. Pour briser cette volonté qui menace de se propager très vite, PC et CGT mettent le paquet afin d'étouffer la lutte à l'usine de Trith-St Léger face à une annonce similaire de licenciements : ils organisent une "journée ville morte" à Valenciennes et, comme en 79 et 83, coupent toute voie d'accès à la ville et isolent ainsi les ouvriers du reste de leur classe.

En plein mois d'août, profitant de l'absence des ouvriers des usines, PC et CGT organisent un barrage des voitures Renault "construites à l'étranger" sur les Champs Elysées sur le thème amplifié à souhait par les médias : "seuls le PC et la CGT luttent sans concession", en tentant d'opposer, de diviser les intérêts des ouvriers "français" de ceux des ouvriers "étrangers"! Cette parodie va

permettre à la CGT d'occuper le devant de la scène pendant tout le mois de septembre, avec force coups de gueule, journées d'action découpées en rondelles : un jour, promenant les "Renault-Billancourt" autour de l'usine, le lendemain avec des "actions" pour les mineurs du Gard, le jour suivant avec l'EDF ou la fonction publique -tandis que de multiples foyers de luttes, encore chauds, où se manifeste une combativité réelle : sidérurgistes de Pompey, mineurs de potasse d'Alsace, métallistes de La Ciotat, ouvriers de Dubigeon à Nantes ceux de Dunkerque encore sont asphyxiés progressivement sous le poids de l'isolement entretenu par ces mêmes syndicats.

Mais là encore, alors que la bourgeoisie paraît contrôler la situation, le mécontentement des ouvriers éclate brutalement à la SNCF : face à des mesures de contrôle supplémentaires adoptées par la direction, les conducteurs de train engageant, en dehors des syndicats, la lutte la plus massive (18 000 agents) enregistrée dans ce secteur depuis 1968. Non seulement cette grève révèle le potentiel combatif de la classe et le degré de méfiance envers les syndicats (prise en charge spontanée et immédiate de la lutte) mais elle démontre clairement la tendance à l'unification de la classe comme une possibilité concrète de la lutte : en 48 h, le mouvement de grève gagne la quasi-totalité de la catégorie dans tout le pays.

Le risque d'extension est plus clair, plus manifeste que jamais pour la bourgeoisie qui réagit très rapidement avec tous les moyens dont elle dispose : depuis ses syndicats sur le terrain jusqu'à ses instruments de propagande (presse, radio, télé) et à son appareil politique (négociation éclair avec le gouvernement). Elle dresse un véritable barrage qui réussit à stopper net la lutte et tente d'en déformer le sens (1). Cette lutte n'en démontre pas moins aux yeux de la classe ouvrière ses capacités réelles d'étendre et de prendre en charge elle-même ses luttes. Tout de suite après avoir écarté le danger, la bourgeoisie appuie sur l'accélérateur de son offensive.

Avec le "coup de force" dans les usines Renault, modèle du partage du travail fait par l'ensemble de la bourgeoisie, elle parvient à diviser les ouvriers, non seulement à Renault, en imposant le faux choix : ou lutter derrière la CGT ou ne rien faire, mais aussi par son retentissement et la portée de ce coup dans un bastion de la classe, à infliger un revers à toute la classe ouvrière, en semant le doute sur la capacité de s'unir, de résister ensemble aux attaques de la bourgeoisie (2)

Ouvriers, votre situation n'a fondamentalement pas changé, même si vous devez "digérer" aujourd'hui les leçons de l'échec que vous avez subi à Renault, les luttes qu'ont poursuivies les chômeurs à St Etienne, les salariés de l'AFP, ceux des caisses d'épargne, de la Banque de France,

(SUITE p.2)

LA BOURGEOISIE FRANCAISE

RELANCE LA CAMPAGNE ANTI-TERRORISTE

■ Le 7 décembre, deux bombes éclataient dans la foule de deux grands magasins parisiens. Aussitôt les médias s'emparaient de l'événement, parlant de "climat de terreur", de "terreur aveugle". Le lien était immédiatement fait avec Action Directe, les C.C.C., en gros, avec le "terrorisme international". Le lendemain, la radio parlait de l'action des "communistes internationalistes" pour finalement, mettre en avant la possibilité d'un acte isolé d'un détraqué. Mais quelle que soit le ou les auteurs de ces attentats et leurs raisons, tout le battage fait autour de ceux-ci a un objectif bien précis : celui de relancer la campagne anti-terrorisme en France, en créant une psychose, un sentiment de peur au sein de la population. En ce sens, ces attentats sont une véritable aubaine pour la bourgeoisie française !

La veille même, le 6, un attentat revendiqué par les CCC avait lieu en Belgique à Wartegem contre l'oléoduc servant à alimenter les bases militaires de l'OTAN ainsi qu'un attentat non-revendiqué au palais de justice de Liège ce même jour. Les médias se sont faits fort de mettre en lien les attentats du 7 décembre à Paris avec la vague de violence en Belgique, remettant sur le tapis les CCC (27 attentats en à peine plus d'un an). Etaient évoqués pêle-mêle la tuerie d'Alot des gangsters à la golf GTI, le terrorisme d'Action Directe, voire le terrorisme palestinien, arménien ou du Jihad islamique. Pour l'occasion, tout l'éventail des "monstres" du terrorisme international et de la violence était agité, matraquant les esprits pour que tout le monde soit bien persuadé que nous vivons une époque de violence, de terreur où chacun d'entre nous peut tomber d'un instant à l'autre sous les balles d'un fou ou être déshabillé à tout moment par les éclats d'une bombe terroriste.

Il y a deux raisons essentielles à la création et au développement de ce climat de peur. Tout d'abord, justifier encore et toujours plus le renforcement et la présence permanente de la police auprès de la population. La création d'une psychose de la violence et de l'insécurité doit permettre d'imposer cette présence et ce renforcement. Ainsi l'informatisation des fichiers de la

police va permettre l'augmentation de 40% des effectifs policiers dans la rue, et donc l'ilotage et la présence accrue de la police dans les quartiers les plus "chauds".

Enfin, et surtout, c'est la classe ouvrière et ses organisations révolutionnaires qui sont visées. Face à la montée de la combativité ouvrière en France et le besoin pour la bourgeoisie d'accroître encore plus ses attaques anti-ouvrières, celle-ci se prépare à pouvoir réprimer les luttes ouvrières lorsque les syndicats n'y suffiront pas.

La bourgeoisie belge et la bourgeoisie allemande de l'ouest s'y sont déjà préparées à un niveau d'efficacité sans précédent, justifié toujours par le terrorisme "ouvrier" (1). La France doit se mettre à ce niveau, du fait de l'orage qui gronde dans les fondements de la société; c'est pour répondre à ce besoin que les ministres de l'Intérieur européens se sont réunis dernièrement "pour échanger des informations" et mettre au point un plan rapide de lutte anti-terroriste ("La Lettre de l'Expansion").

Encore une fois, nous affirmons que le terrorisme n'a rien à voir avec les méthodes et les moyens de lutte dont se dote la classe ouvrière. Nous affirmons que le terrorisme organisé ou individuel ne sert que les besoins de l'Etat capitaliste dans le combat à mort qu'il a déjà engagé contre la classe ouvrière.

Mais c'est aussi encore contre les révolutionnaires que la campagne est dirigée. Ce n'est pas par hasard si les médias ont pendant un moment parlé de "communistes internationalistes" à propos des attentats du 7 décembre, c'est pour tenter d'assimiler toute existence et activité des révolutionnaires à la violence aveugle, dans la tête des ouvriers. Mais, non seulement cela, il s'agit également de préparer le terrain pour pouvoir les réprimer directement, afin de les empêcher de jouer leur rôle dans les luttes de leur classe.

PPR

(1) voir Internationalisme n°103, organe du CCI en Belgique.

LA GAUCHE DANS L'OPPOSITION: L'ARME DE LA BOURGEOISIE CONTRE LES LUTTES OUVRIERES

■ Depuis la fin des années 70, la bourgeoisie mondiale, avec l'accentuation implacable de la crise économique, s'est avérée de plus en plus incapable de maintenir des illusions sur la sortie de la crise. Aussi la principale arme qu'elle utilise depuis la dernière vague internationale de lutte de classe, et qu'elle continue de développer face aux luttes actuelles, est celle de la gauche dans l'opposition, d'un appareil d'encadrement qui paralyse, contient, fige et dévoie des réactions ouvrières inévitables dont il s'agit de prendre la tête pour les briser. C'est cette stratégie qui avait permis, en 1981, la défaite du prolétariat en Pologne, par la mise en place, avec le soutien actif de la bourgeoisie mondiale, du syndicat Solidarnosc, venant briser toute vie à l'intérieur du mouvement de masse apparu en 1980.

Dans toutes les luttes qu'on a vu se développer en 1985, c'est cette stratégie à laquelle se sont affrontés les ouvriers.

C'est dans les pays où la bourgeoisie est la plus forte, la plus expérimentée dans les tactiques anti-ouvrières que cette stratégie a été le mieux préparée.

En RFA, par exemple, avec le passage de la social-démocratie à l'opposition en 83, s'effectuait parallèlement une radicalisation croissante du DGB (confédération des syndicats allemands) manifestée nettement lors de la grève des métallurgistes de mai 84, et développée en 85 par une attitude critique dure envers le patronat et le gouvernement, et la mise sur pied de journées d'actions nationales en octobre 85, et la mise en avant de revendications plus fortes et non plus seulement la semaine de 35h "contre le chômage". Tels sont les éléments qui montrent que la bourgeoisie en RFA s'est préparée, organisée pour renforcer la gauche dans l'opposition, et que c'est à cette condition qu'elle peut encore contenir le mécontentement qui monte de la fraction la plus concentrée, la plus massive du prolétariat en Europe.

Rappelons-nous encore la grève des mineurs en

Grande-Bretagne où, devant l'énorme combativité des ouvriers, les risques d'extension, le NUM (syndicat des mineurs) s'opposait au TUC (condération des syndicats anglais) dans un mouvement de radicalisation extrême, se mettant à parler un langage "sans conciliation" avec les patrons et le gouvernement, provoquant des bagarres avec les flics, la bourgeoisie allant même jusqu'à emprisonner Scargill dans un moment où le NUM risquait d'être débordé dangereusement par les mineurs. Mais tout cela a été permis par tout un travail préparatoire de la bourgeoisie anglaise qui dispose de tout un éventail de forces politiques et syndicales rendant possible un partage des tâches au sein duquel chacun a un rôle bien défini, entre une droite inflexible et un appareil de gauche, le Labour, qui intègre des plus modérés aux plus "radicaux" comme les trotskystes (voir la mairie de Liverpool), complété par un PC famélique mais très actif.

Ce partage des tâches n'est pas aussi efficacement appliqué dans tous les pays. Ainsi il en va des pays où la bourgeoisie a été incapable de créer des structures d'encadrement de la classe ouvrière suffisamment fortes pour enrayer ou contrôler dès le début les mouvements de celle-ci, et de ceux où la bourgeoisie ne pouvait faire autrement que d'avoir une gauche au pouvoir. Pour ce qui est de ceux-ci, la bourgeoisie se voit alors souvent contrainte de jeter dans la bagarre ses fractions les plus "radicales", les gauchistes, ou alors de radicaliser au maximum ses partis de gauche dans l'opposition, en général les PC.

Ainsi, au printemps de cette année, la bourgeoisie danoise, dont le PC et les syndicats sont relativement faibles, n'a pu empêcher qu'en une semaine, 500 000 ouvriers, tous secteurs confondus, se mettent en grève de façon massive ; et c'est finalement grâce aux Tilidsmen (syndicalistes de base gauchistes) qu'elle a pu enrayer le mouvement en le divisant et faire retourner les ouvriers au travail.

En Grèce, où le PS est au pouvoir, c'est en quel-

ques jours que les syndicats, très liés au gouvernement, ont du virer de bord, pour contenir une situation sociale explosive, et se sont mis, depuis trois mois, à organiser plusieurs grèves générales pour faire baisser la pression et gagner du temps, temps pendant lequel tout un travail de sape et de démoralisation est mené.

En Espagne, lors du mouvement de grèves de fin 84-début 85, le nombre des secteurs en grève, la détermination des ouvriers et le débordement, à plusieurs reprises, de l'encadrement syndical, ont contraint les CCOO (syndicats du PC) à sortir toute une panoplie "d'actions", les sabotages, les commandos, les actions coups de poings, à suivre pour se mettre à leur tête toutes les poussées d'extension (marches, délégations massives d'usine à usine, manifestations communes entre différents secteurs) pour enfin arriver au bout de plusieurs mois, à fatiguer les ouvriers, à les isoler, à leur brouiller les perspectives. Même l'UGT (syndicat du PSOE au pouvoir) a du "prendre ses distances" avec le gouvernement et organiser des manifestations massives contre les projets de réforme de la Sécurité Sociale.

Ainsi, les pays où la bourgeoisie a le plus de mal à développer une stratégie bien réglée, montrent à contrario que c'est bien à ces forces d'opposition que la bourgeoisie recourt face à la lutte de classe, et que, malgré des difficultés, c'est toujours dans le même sens qu'elle opère. Cette arme de la gauche dans l'opposition est vitale pour la bourgeoisie mondiale, et particulièrement pour les pays d'Europe. Comme nous le disions dans notre "Revue Internationale" no 31 : "ce n'est qu'au moment où le prolétariat de ces pays aura déjoué tous les pièges les plus sophistiqués tendus par la bourgeoisie, et notamment celui de la gauche dans l'opposition, qu'aura sonné l'heure de la généralisation mondiale des luttes prolétariennes, l'heure des affrontements révolutionnaires".

Et aujourd'hui, c'est ce piège que la classe ouvrière doit affronter en premier lieu, parce que, plus que les campagnes idéologiques, il contient l'ensemble des illusions sur le capitalisme que veut entretenir à toutes forces la bourgeoisie mondiale. Aussi son dépassement est vital pour les luttes futures de la classe ouvrière mondiale.

PPR.

LUTTE DE CLASSE DANS LE MONDE

SUEDE

Depuis le printemps 85, "l'un des pays les plus stables et les plus disciplinés d'Europe" ("La Tribune de l'Economie" du 22-11-85), la Suède, connaît des mouvements de grèves qui vont en s'accroissant.

Ainsi, jusqu'en septembre, c'est à dire peu avant les élections, 190 grèves sauvages ont eu lieu dans des petites entreprises et 116 aboutissaient à la satisfaction rapide de leurs revendications sur les salaires.

A Volvo même, symbole de "l'entreprise modèle", 4 grèves sauvages éclataient en mars et en avril contre les accords de salaires négociés par les syndicats.

Et les élections n'ont pas enrayer cette vague de grèves. En effet, dès la fin octobre, les mécaniciens et les conducteurs de trains, employés par le State Railways (le réseau ferré étatisé), se mettaient en grève durant deux semaines contre l'aggravation des conditions de travail, manifestant une grande méfiance envers les syndicats et une forte tendance à l'extension et à l'auto-organisation dans les nombreuses assemblées générales.

Mais la grève la plus caractéristique de la capacité de la classe à faire surgir spontanément ses propres organes, d'imposer un rapport de forces à l'Etat est la grève des nourrices qui s'est déroulée pendant trois semaines en novembre. Dès la première semaine, la grève partie de Hälme, s'étendait massivement et plus de 3000 nourrices joignaient le mouvement. Celles-ci protestaient contre les diminutions de salaires de 20% que veut imposer l'Etat, alors que leur salaire vient d'être mensualisé (ceci nous rappelle la loi sur la flexibilité en France). Les nourrices créaient rapidement un réseau de contacts dans la plupart des villes du pays afin de coordonner leurs actions et la lutte. La constitution de ce réseau se faisait COMPLETEMENT EN DEHORS DES SYNDICATS, malgré toutes les tentatives de ceux-ci (menaces individuelles entre autres) pour saboter le mouvement. De plus, les grévistes montraient une profonde colère contre les syndicats qui, pratiquement, se réalisait dans un combat réel contre les manoeuvres syndicales.

Le point le plus haut du mouvement fut le 23 novembre, où, grâce au réseau de coordination qu'elles avaient créé, les nourrices organisaient des manifestations simultanées dans 150 villes, appelant les ouvriers et la population à venir les rejoindre dans les manifestations.

Malgré les menaces officielles des syndicats de considérer en grève illégale tout ouvrier participant à ces manifestations, des dizaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières manifestaient dans tout le pays, avec des slogans comme à Bords (près de Göteborg) : "Le soutien des syndicats signifie notre mort!" ou à Stockholm : "Les syndicats, de quel côté?" Encore à Stockholm, alors que deux déléguées du mouvement étaient reçues par les ovations des 2000 participants, le représentant du syndicat fut accueilli par un silence lourd de signification.

Il est vrai que la structure du pays fait que les syndicats sont liés ouvertement au pouvoir d'Etat de gauche en Suède et les dénonce directement comme ennemis de la classe ouvrière, mais de tels mouvements sont significatifs de la période actuelle, où ce n'est que par l'extension la plus rapide et l'auto-organisation la plus forte que les ouvriers peuvent imposer leurs revendications et se battre le plus efficacement.

U.S.A.

A l'usine nucléaire de Seabrook en construction, une lutte importante a surgi, en octobre 85, montrant une forte tendance à l'extension et à l'auto-organisation. En effet, dans l'industrie de la construction, le corporatisme et la division par branches sont très forts, chaque corps de métier se battant de façon isolée "traditionnellement".

40 monteurs de tuyaux étaient menacés de licenciements, et 75 monteurs étaient en grève contre ces mesures. Ces derniers étaient eux aussi licenciés, et les 2500 ouvriers d'autres corps de métier du chantier se mettaient en grève sauvage en solidarité, avec pour revendication commune de meilleures conditions de travail. Les syndicats, au bout de 4 jours de manoeuvres de division, réussissaient à briser le mouvement. Mais cette grève est un exemple significatif de la résistance au chômage, de la solidarité réelle dans la lutte, s'étendant par delà les corporations, et de la tendance aux mêmes revendications.

A Watsonville, en Californie, la grève des ouvriers de l'usine de congélation a montré une forte combativité, un refus des concessions avec le patronat ainsi que les germes d'une auto-organisation allant directement contre le contrôle syndical. Cette grève, partie contre la baisse des salaires de 7 dollars l'heure, a touché l'ensemble des usines de congélation de la région. Aussitôt, les syndicalistes de base ont essayé de faire dérailler cette solidarité dans la lutte. Le TDU a focalisé et divisé cette lutte usine par usine comme ses compères syndicaux européens.

Les ouvriers, qui avaient tout d'abord compris le besoin des assemblées générales, les ont abandonnés après avoir élu un comité de grève. Privé de l'assemblée générale, un comité de grève est facilement manoeuvrable par les syndicats. Ceci montre, comme le CCI l'a dit à cette occasion, que l'auto-organisation ne peut être considérée comme une fin en soi, sous peine d'être récupérée par la bourgeoisie à des fins corporatistes pour briser l'extension de la lutte, mais comme un MOYEN pour imposer l'unification et l'extension.

YUGOSLAVIE

"La gravité de la situation exige une mobilisation maximale, sinon nous pourrions être confrontés à de sérieux troubles sociaux" : ainsi s'exprimait le chef de l'Etat yougoslave fin novembre.

Avec 80% d'inflation, 1,2 millions de chômeurs, une chute de 18% des salaires, des hausses de prix incessantes, des coupures l'électricité systématiquement,

un chauffage insuffisant dans les habitations dû au manque de charbon et de pétrole, les ouvriers en Yougoslavie subissent une attaque gigantesque à tous les niveaux, et, malgré le black-out habituel des médias sur les pays de l'Est, on apprend en novembre que des grèves ont lieu dans la plupart des secteurs, à travers tout le pays.

JAPON

L'ENVERS DU MIRAGE

■ Quand les médias parlent du Japon, c'est pour encenser une économie bien huilée, compétitive, moderne et sachant éviter les conflits sociaux. Les seuls accords dont il est fait état sont les rituelles batailles rangées entre la police et les gauchistes comme les démonstrations annuelles à l'aéroport de Tokyo, comme encore ce 30 novembre le sabotage spectaculaire qui a paralysé les chemins de fer de Tokyo et Osaka. A croire que le Japon, à part ces accès de fixation extrémistes et marginaux, reste à l'écart des contradictions qui agitent le reste du monde, offrant en vitrine l'image de la réussite économique et technologique. Cette "réussite" fondée sur une exploitation féroce de la classe ouvrière, est pourtant aujourd'hui bien compromise par la deuxième vague de récession qui s'ouvre dans le monde. Dans les entrailles de la société japonaise, ce sont bien les mêmes conflits qui s'aiguisent, nés de la condition qui est faite à la classe ouvrière, du chômage grandissant, et de la faillite menaçante de l'économie.

Le journal "Libération" qui colporte l'idée d'une classe ouvrière abruti et soumise, commente ainsi les derniers sabotages des gauchistes : "Les gauchistes mettent à leur lutte, apparemment sans espoir, contre l'ordre établi, le même acharnement que le reste de leurs compatriotes en met à travailler à la croissance de l'économie nationale." La "lutte contre l'ordre établi" de ces pantins que sont les restes d'organisations trotskystes ou maoïstes au Japon s'est limitée pendant 20 ans à la lutte armée contre l'expansion de l'aéroport de Tokyo, "pour sauver les paysans de Narita". Depuis le temps, il n'y a plus guère de paysans à Narita, et, ne faisant plus recette, les troupes se sont rabattues sur quelque chose de plus actuel : une grève venait d'éclater dans les chemins de fer (où 100 000 licenciements sont prévus au cours de la "dénationalisation") encadrée immédiatement par l'aile gauchiste du syndicat. Les ouvriers n'ont pas besoin de couper les câbles pour paralyser les chemins de fer. Les gauchistes, si. Et ce faisant ils ont bien fait parlé d'eux, plus qu'on a parlé de cette grève, pourtant le premier conflit social d'ampleur depuis mars 81. "Défendre les nationalisations", tel est le mot d'ordre de ces farouches "combattants contre l'ordre établi". Voilà tout ce qu'ils ont à dénoncer

AFRIQUE DU SUD

LE NOUVEAU SYNDICAT CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

LA CAMPAGNE ANTI-APARTHEID

Depuis un an, les médias des pays "avancés" du bloc occidental mènent une campagne croissante sur le régime de l'"Apartheid". Après les concerts rock à grand spectacle contre la famine en Ethiopie, c'est à la dénonciation du "racisme" de l'Afrique du Sud que se consacrent galas, chansons, manifestations aux Etats-Unis, appuyés des rodontades des industriels et des gouvernements "menaçant" de limiter les relations économiques avec l'Afrique du Sud comme mesure de rétorsion contre l'"Apartheid".

Nous avons déjà analysé dans notre presse (1) la véritable nature de ce nouveau déploiement "humaniste" des dirigeants occidentaux. Son but est d'immobiliser la classe ouvrière des pays centraux en lui présentant un ailleurs qui est "pire", de dévoyer sa prise de conscience de la réelle nature de la "démocratie" et de "l'égalité" capitaliste en agitant l'oripeau de l'Apartheid, de lui inculquer que les problèmes centraux sont des questions de races.

Cette analyse montée de toutes pièces avec l'aide zélée des médias s'appuie sur une réalité en Afrique du Sud, mais pas celle qu'on veut nous faire croire. Le problème qui se pose en Afrique du Sud pour la bourgeoisie occidentale n'est pas une question d'"égalité" et de "démocratie" contre le racisme, ni de "liberté" contre l'oppression et la répression, mais celui de la stabilité de l'exploitation capitaliste face à la crise et contre le chaos social.

CRISE ECONOMIQUE, EMEUTES, LUTTE DE CLASSE

En Afrique du Sud comme partout dans le monde aujourd'hui, la classe ouvrière réagit à la dégradation de ses conditions de vie. Aux prises à la plus forte récession de son histoire en 83-84 (2), dans le contexte de la crise mondiale et des mesures drastiques imposées par les Etats-Unis à leurs partenaires pour impulser la "reprise économique", le gouvernement sud-africain s'est vu obligé d'imposer de fortes mesures d'austérité à la population : diminution des dépenses sociales, augmentation des impôts (de 7 à 12 %), licenciements, chômage technique, suscitant un mécontentement général de la population.

La fin de 1984 a été marquée par une succession d'émeutes, de grèves d'écoliers et d'étudiants, de mouvements chez les métis et les indiens, de grèves ouvrières dans de nombreux secteurs (379 000 journées de travail perdues en 84). Les grèves qui ont éclaté dans les mines d'or durant l'été 84 ont été sévèrement réprimées après les vaines tentati-

ves du NUM (3) d'en garder le contrôle. Fin 84, la répression des émeutes a été confiée à l'armée.

Mais dans une situation de révolte sociale et de lutte de classe, la répression ne suffit plus à faire taire le mécontentement. Au contraire, loin de l'endiguer, elle peut l'exacerber, contribuer à son extension. 1985 a vu les cadavres continuer à s'accumuler, les prisons se remplir, les émeutes engendrant d'autres émeutes et confrontations à l'occasion de l'enterrement des victimes. Les grèves n'ont pas cessé. 383 000 journées de grève étaient enregistrées jusqu'en septembre. Au printemps, 20 000 mineurs blancs étaient en grève. En juillet, le mécontentement touchait 200 000 mineurs noirs. Cette fois-ci, le NUM a su faire face à la situation en reportant au mois suivant l'appel à la grève selon la vieille tactique syndicale qu'on connaît et qui consiste à utiliser le temps gagné à diviser et démoraliser les ouvriers. Cependant, après l'échec de la grève des mineurs fin août, les mouvements n'ont pas cessé, touchant d'autres mines, là où nul ne s'y attendait.

L'instabilité sociale grandissante en Afrique du Sud inquiète toute la bourgeoisie occidentale, vu l'importance stratégique et industrielle de ce pays. La poigne de fer de l'Apartheid, dont les bourgeoisies démocratiques se sont fort bien accommodées tant qu'elle assurait "l'ordre", s'avère de plus en plus insuffisante, dans une situation où même le minimum vital n'est plus assuré à la population. C'est pourquoi la bourgeoisie internationale s'affaire au chevet de l'Afrique du Sud, pour mettre en place -avec difficultés- des structures d'encadrement plus adaptées, qui puissent contenir les mouvements, et les livrer affaiblis à la répression.

Dans le bloc occidental, les Etats-Unis ont appuyé la soi-disant "démocratisation" des régimes militaires d'Amérique Latine, permettant l'existence d'une opposition de gauche et syndicale bien plus apte à contrôler la situation sociale que la répression ouverte. C'est la même politique qui s'exprime en Afrique du Sud avec le nouveau syndicat montrant, a contrario, comment la lutte de classe est au cœur des préoccupations de la bourgeoisie.

LA CREATION D'UN SUPER SYNDICAT (COSATU) CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

Fin octobre, les émeutes jusqu'ici cantonnées dans les quartiers et les villes noirs atteignent les villes "blanches" du Cap et de Johannesburg. Peu de temps après, le gouvernement décide d'interdire la présence de la presse sur les lieux

des événements sous prétexte de rétablir le calme dans le pays, et l'immunité des forces de police qui ne peuvent être mises en cause dans leur sale travail de répression. De telles mesures sont l'expression de l'affaiblissement réel du régime face à la situation sociale. Un mois plus tard, les nouvelles qui parviennent continuent de faire état d'affrontements quasi-quotidiens. De nouvelles émeutes dans les townships contre les augmentations de loyer (et non contre le "racisme" comme veut le faire entendre la bourgeoisie). Occupation de l'hôpital de Soweto par l'armée et licenciement de tout le personnel en grève.

Début décembre, on apprend la nouvelle de la constitution et de la reconnaissance d'un "super-syndicat" (COSATU) regroupant des centaines de divers syndicats de branche, présenté au monde occidental comme "un pas en avant" de la lutte "anti-apartheid" et du mouvement ouvrier (noir), identifiant syndicat et classe ouvrière, lutte et race, tentant de redorer le blason terni du syndicalisme en le présentant comme l'organe où des centaines de milliers d'ouvriers doivent mettre leurs "espoirs".

Si peu d'informations filtrent à travers les médias sur les luttes ouvrières partout dans le monde (et en Afrique du Sud, les restrictions à la presse sur ce sujet ne datent pas des dernières mesures de Botha) la constitution de ce "super syndicat" est en lui-même révélateur de ce qui menace réellement l'Apartheid : la lutte de classe contre l'ordre capitaliste.

En effet, à l'échelle internationale, le syndicalisme a la tâche spécifique de contrôler la lutte de classe de l'intérieur au service de l'ordre capitaliste. La bourgeoisie internationale a tiré les leçons des événements de Pologne 80 où les efforts concertés de toutes les fractions de la bourgeoisie ont appuyé la création de Solidarosc qui seul a su mettre fin à la menace que constituaient les grèves des ouvriers et préparer le lit à leur répression.

Et ce n'est pas par hasard si ce sont les patrons (notamment le Président de l'Anglo-American Company) qui sont le fer de lance de la lutte pour des "réformes politiques", pour l'assouplissement et la démocratisation du régime, pour la reconnaissance des syndicats. Ce sont eux qui ont poussé les pourparlers avec les dirigeants de l'opposition noire (ANL, UDF). Directement confrontés dans leurs usines à la menace des grèves prolétariennes contre l'aggravation des conditions d'existence, ils sont les premiers à réclamer un syndicalisme efficace qui "prépare" et "planifie" les grèves, c'est-à-dire les canalise et les batte.

PERSPECTIVES

L'apparition d'"interlocuteurs" reconnus valables comme le nouveau COSATU n'est pas ce qui menace le capitalisme, malgré ses discours radicaux "anti-capitalistes". Ce qui le menace, c'est la lutte de classe dans tous les pays. En Afrique du Sud, inévitablement, des illusions subsistent sur la "démocratie", sur le syndicalisme ; la mystification de la lutte raciale est d'autant plus forte que le régime est fondé sur la ségrégation. Seule la lutte du prolétariat international est capable de dépasser les divisions de race imposées et utilisées par le capitalisme. Les ouvriers du monde occidental, parce qu'ils ont fait l'expérience quotidienne de la vraie signification de la démocratie, du syndicalisme, de l'"égalité des races", sont les mieux placés pour montrer le chemin à la classe ouvrière mondiale. Ils ne doivent pas se laisser bernier par les appels à la solidarité des races contre l'Apartheid. La seule vraie solidarité qu'ils peuvent exprimer avec les classes et couches opprimées en Afrique du Sud, c'est l'ouverture de la lutte de classe internationale.

C.N. (13.12.85)

NOTES :

- (1) lire RI no 135 et 136 et la Revue Internationale no 43
- (2) Entre 1980 et 1984, le prix de l'or, symbole de la puissance économique du pays, diminue quasiment de moitié. En quelques mois de 84, le rand a perdu 25% de sa valeur. Entre 84 et 85 les faillites ont augmenté de 41%
- (3) NUM : syndicat des mineurs.

d'un ordre qui s'est construit au prix d'une exploitation sauvage et menace de réduire à la misère des masses de plus en plus grandes d'ouvriers.

LA CONDITION OUVRIERE :

La croissance japonaise tant encensée comme modèle de "réussite" plus que toute autre, s'est faite sur le dos de la classe ouvrière. Profitant, comme l'Allemagne, de la destruction de la majeure partie de son appareil productif dans la 2ème guerre mondiale pour le moderniser à fond, c'est essentiellement par une exploitation féroce de la force de travail que le Japon s'est imposé sur le marché mondial, avec des ouvriers qui travaillent 7 jours sur 7, 12 heures par jour.

"Dans les années 50, un japonais gagnait un dixième du salaire d'un ouvrier américain, dans les années 60 un cinquième, et dans les années 70 un quart. Maintenant les salaires ont rejoint ceux des USA et de l'Europe occidentale" (Moronov: "Japon, the coming economic crisis"). Encore faut-il relativiser cette augmentation de salaire, non seulement parce que TOUS les salaires baissent dans le monde, mais aussi par les énormes écarts existant entre les grandes entreprises et les petites, qui forment la majeure partie de l'industrie japonaise : 90 % des entreprises sont des petites et moyennes entreprises, qui fournissent le plus souvent les pièces aux grands complexes (jusqu'à 80 % de la production automobile est ainsi assurée par ces petites usines) et réduisent, pour survivre les ouvriers à des conditions de travail infernales pour un salaire dérisoire (un ouvrier d'une entreprise de 3 personnes gagne 8 fois moins qu'un ouvrier d'une entreprise de 1 000 personnes).

De plus, au Japon, deux "lois" règlent les salaires : les augmentations dépendent de l'ancienneté DANS l'entreprise : c'est pourquoi les usines licencient et réembauchent souvent, puisqu'un ouvrier réembauché repart au niveau de salaire zéro. De plus, les salaires suivent les ventes de l'entreprise. Dès que les ventes baissent, le salaire est réduit immédiatement...

Quant au chômage, il n'est officiellement que de 2 %. Mais les statistiques officielles ne considèrent pas au chômage quelqu'un qui travaille une seule heure par semaine. Une étude récente (Moro-

nov) évaluée à 6 - 7 % le pourcentage réel de chômeurs. Il ne faut pas oublier que dans les années 70, malgré les grèves qui avaient éclaté alors, 10 % des ouvriers des chantiers navals et de l'automobile avaient été mis sur le pavé. Les 100 000 licenciements annoncés dans les chemins de fer d'ici 87, de même que les difficultés actuelles des petites entreprises (très nombreuses, comme on l'a dit) vont précipiter le Japon aux taux de chômage européens. La fin de la politique de relance américaine, c'est déjà, pour le Japon, une réévaluation de 17 % du Yen par rapport au dollar, c'est à dire une perte sèche d'environ 15 % dans le paiement de tous les contrats japonais, et des baisses de vente assurées : "Libération" constate le "ralentissement de l'activité économique au Japon (marqué par la baisse de la production industrielle et l'essoufflement des exportations" (26/11/85).

"Pour les petites entreprises, la plus souvent des sous-traitants, une telle perte de revenus peut se révéler fatale. Des faillites et des suicides sont à redouter" ("Tribune de l'économie" du 30/11/85).

Des attaques violentes se préparent contre la classe ouvrière au Japon, aggravées par la quasi absence de "couverture sociale" : la retraite d'un ouvrier japonais ne dépasse pas 2 000 francs par mois, (ce qui fait que les retraités reprennent le travail, en repartant au niveau zéro de salaire, bien sûr) ; un ouvrier au chômage ne doit pas toucher au-dessus de 60 % de son salaire antérieur, pas plus de trois mois ; il n'y a pas d'assistance médicale (genre "sécurité sociale") et l'école n'est pas gratuite...

La période de contre-révolution où le capital japonais a pu fructifier en faisant trimer une classe ouvrière vaincue, laissée exsangue par la guerre mondiale, est terminée. Le prolétariat au Japon, comme partout réagit, à la fin des années 70 - début des années 80, contre l'aggravation de ses conditions de vie. Pas plus qu'ailleurs, la classe ouvrière au Japon n'est "intégrée" au système capitaliste. Comme partout, l'aggravation des conditions de vie de ceux qui produisent la richesse ne peut qu'entraîner des affrontements aigus et massifs entre les classes.

D.N.



REPONSE AU BIPR

LETTRE DU B.I.P.R.

(BUREAU INTERNATIONAL
POUR LE PARTI REVOLUTIONNAIRE)

Camarades,

Suite à la publication dans RI du mois de novembre d'un compte-rendu des réunions publiques du CCI à Paris, nous vous adressons la "mise au point" ci jointe en espérant que vous la publierez dans votre numéro du mois de décembre.

En effet, ce "compte-rendu" ne déforme pas les positions du BIPR -comme à l'accoutumé pour le CCI- mais falsifie purement et simplement les interventions du militant du BIPR présent lors de la réunion publique commentée.

Notre "mise au point" n'est en aucun cas une réponse à votre appel à un débat entre nos deux tendances. Le CCI n'a pas évolué par rapport aux positions qu'il défendait lors de la 3ème conférence internationale (en tous cas, selon ses propres textes) et il s'est plongé depuis quelques mois dans un délire pseudo-activiste et volontariste qui ne saurait nous encourager à entrevoir la possibilité d'un débat enfin sérieux entre le CCI et nous-mêmes. Cette "Mise au point" est un rectificatif et rien de plus.

Salutations communistes.

Suite à la publication dans RI du mois de novembre de l'article "le milieu révolutionnaire face à la situation", il nous a paru nécessaire d'apporter les rectifications suivantes à la connaissance des lecteurs du journal car ceux-ci peuvent avoir eu des difficultés à connaître nos véritables positions vu, d'une part, les difficultés de diffusion de notre presse en France, et, d'autre part, l'habituelle déformation de nos positions par le CCI. Mais, dans cet article, le CCI est allé encore plus loin que dans le passé en ne se contentant pas de déformer nos positions, mais en les falsifiant purement et simplement.

Procédons par ordre. Tout d'abord, il est dit que "le BIPR met comme préalable à la lutte la présence d'un parti" : faux! Les tracts et les journaux du PCInt et de la CWO sont suffisamment explicites pour mettre en évidence nos incessants appels à la lutte, à la rupture de la paix sociale!

Ensuite : "Le BIPR reconnaît en 1985 qu'il y a reprise de la lutte de classe depuis 1983." Double faux! D'abord, pour le BIPR, il n'y a jamais eu d'interruption de la lutte de classe même pendant les cycles d'accumulation du capital ; ce qui s'est produit à la fin de 1983, c'est un accroissement quantitatif des luttes ouvrières permettant d'envisager une rupture de la paix sociale à moyen terme. Et cela, le BIPR l'a exprimé dès janvier 84!

Plus loin : "il (le BIPR) pense que les organisations doivent intervenir quand il y a des luttes." Encore un faux. Notre tendance (et en premier lieu le PCInt en Italie) a toujours combattu pour une intervention permanente et régulière vers la classe ouvrière (ainsi, cette position fondamentale a été à l'origine de la séparation avec le courant bordiguiste en 1952). "Le BIPR nie dans les faits qu'il est nécessaire d'intervenir dès aujourd'hui." : mais où diable l'auteur de ces lignes est-il allé pêcher de telles stupidités? Nous sommes intervenus dans la classe en permanence et en fonction de nos (faibles!) forces ; certes, pour nous, il est aberrant de courir l'Europe à la recherche de luttes de masse et nous préférons un travail régulier qui permette d'édifier le parti international du prolétariat. Et nous n'intervenons pas en France vers la classe car il n'existe pas encore une organisation véritable défendant les positions du BIPR. La référence et l'exemple de ce qu'est l'"intervention" et l'activité des révolutionnaires selon le BIPR n'existe malheureusement encore qu'à l'étranger.

Enfin, dernière falsification : "Dans les faits, dans la situation présente, le BIPR n'est pas intervenu". Mais le BIPR n'est pas une organisation! Il n'a pas une vocation d'intervention dans les luttes ou dans la vie quotidienne du prolétariat. Doivent intervenir (et elles interviennent!) les organisations adhérentes au BIPR! Encore une fois, il n'existe pas d'organisation affiliée au BIPR en France mais seulement des militants isolés et sans ressources matérielles, et l'on voudrait qu'ils "interviennent" comme une organisation?

Pour conclure cette brève et succincte mise au point, nous réaffirmons notre volonté de ne pas mener de débat ou polémique quelconque avec le CCI, pour nous ce serait une perte de temps, et le dernier chef d'oeuvre que constitue l'article publié dans RI nous conforte dans cette opinion. Il ne s'agit pas de sectarisme, car nous avons largement débattu et polémique avec le CCI dans le passé. Que le CCI persiste dans sa méthodologie et il continuera à rester dans son superbe isolement et il s'enfoncera de plus en plus dans sa propre spirale auto-destructrice.

R.C. (Novembre 1985)

Les camarades de la "R.C." nous accusent de "déformation", voire de "falsification" carrément. C'est une accusation grave (1). Malheureusement, elle est répétée trop souvent à la légère, servant à CACHER les véritables désaccords et à EVITER les débats nécessaires pour les clarifier. Pour notre part, nous réaffirmons que la déformation délibérée des positions est une pratique indigne de communistes, et que, contrairement à ce que semble croire la "Revue Communiste", la polémique n'est pas une lutte occulte entre sectes. Non seulement le débat au sein du mouvement révolutionnaire est une condition indispensable, à la fois d'une véritable solidarité entre organisations communistes aujourd'hui, et de la formation du parti mondial du prolétariat demain, mais aussi parce qu'il participe de la nécessaire clarification des problèmes et des questionnements qu'affronte la classe ouvrière dans son ensemble.

Deux questions de fond sont posées dans ce débat : la première c'est QUELLES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE DE CLASSE ? quel est le sens des luttes ouvrières aujourd'hui, et quel sens doivent-elles prendre pour pouvoir s'affronter au capital? La deuxième, c'est QUELLE DOIT ETRE L'INTERVENTION DES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES au sein de la lutte de classe aujourd'hui, pour être un réel facteur actif au sein de ces luttes, de ceux qui, comme disait Marx, "sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres..." et qui "sur le plan de la théorie ont l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien." ("Le Manifeste Communiste").

LE BIPR INTERVIEN-IL?

"Le BIPR nie dans les faits qu'il est nécessaire d'intervenir dès aujourd'hui", écrivions-nous (RI no 138). "Mais où diable l'auteur de ces lignes a-t-il pêché de telles stupidités?" s'indigne "Revue Communiste" (RC). Nul besoin, en tout cas, de pêcher en haute mer, puisque nous lisons quelques lignes plus loin que "nous n'intervenons pas en France..." et que le BIPR "n'a pas pour vocation d'intervenir dans les luttes ou dans la vie quotidienne du prolétariat". Mais alors, à quoi sert le BIPR, et comment se fait-il que les camarades de la RC signent "militants en France du BIPR"?

Dans notre conception, la fonction de tout militant révolutionnaire est de militer, c'est à dire de développer l'intervention au sein de la classe ouvrière, dans le cadre des orientations d'une organisation révolutionnaire. Cette conception était également celle des gauches de la troisième internationale dont nous nous réclamons.

Dans la période actuelle, le refus des prolétaires de se plier aux impératifs de l'intérêt national, et leur méfiance grandissante vis à vis des syndicats et des partis "ouvriers", imprègnent les luttes d'une dynamique grosse de potentialités. Dans cette dynamique, nous sommes profondément convaincus que l'intervention des révolutionnaires PEUT et DOIT se donner le but d'influencer DES MAINTENANT afin de pousser vers l'affrontement entre les deux classes antagoniques de la société déjà en cours jusqu'à ses conséquences ultimes : la destruction de la société capitaliste. C'est pour répondre à cette fonction que le CCI a été formé en tant qu'organisation révolutionnaire internationale. C'est pour cela que, partout où nous pouvons à travers le monde, nous encourageons les groupes de discussion, les éléments que nous contactons, de ne pas se cantonner dans de simples débats "internes", mais d'intervenir au sein des luttes, de défendre au sein de celles-ci les perspectives générales et les propositions de marche concrètes des communistes. C'est pour cela que notre organisation fait tout son possible pour assurer une présence, non seulement au jour le jour, là où existent nos sections, mais dans toutes les luttes ouvertes où l'ACTION COLLECTIVE des ouvriers crée la possibilité d'un développement de l'unité et de la conscience prolétarienne.

Mais pour les militants qui ne militent pas du BIPR en France, tout ceci n'est que "délire pseudo-activiste et volontariste." Pour eux, "il est aberrant de courir l'Europe à la recherche de luttes de masse". Le BIPR nie dans les faits qu'il soit nécessaire d'intervenir dès aujourd'hui. Nous persistons et nous signons!

Voilà pour ce qui est du BIPR en tant que tel. Qu'en est-il pour les groupes qui constituent le BIPR? qui "doivent intervenir et interviennent!" mais qui malheureusement n'existent qu'à l'étranger. Là-dessus, admettons-le, nous sommes coupables... d'avoir fait un raccourci, en écrivant seulement : "Le BIPR pose la présence du parti comme préalable à la lutte de classe". Effectivement, les groupes qui constituent le BIPR (2) interviennent, et sont intervenus par exemple dans la grève des mineurs en Grande-Bretagne. Mais dire ceci ne change STRICTEMENT RIEN, ni à notre préoccupation centrale à savoir QUELLE INTERVENTION, avec QUELLES PERSPECTIVES dans la vague actuelle de luttes, ni à l'inadéquation de L'INTERVENTION REELLE du BIPR.

LES INCOMPREHENSIONS DU BIPR

Le problème, c'est que pour le BIPR, il y a DEUX luttes de classe : l'une, avec le parti, et donc révolutionnaire (au moins en puissance), l'autre, sans le parti, et donc réduite à une simple catégorie sociologique à l'intérieur de la société bourgeoise. "Dans la plupart des cas, les expériences

acquises par la classe ouvrière dans son combat contre la bourgeoisie sont politiquement revêtues par les analyses et les interprétations de la bourgeoisie elle-même ; elles donnent seulement naissance à un sentiment d'identité de classe qui reste une forme de conscience bourgeoise. Pour que la conscience communiste puisse s'exprimer à une échelle supérieure, il est nécessaire que les expériences des travailleurs... soient intégrées dans le cadre d'une vision communiste mondiale. Fournir cette méthode d'investigation et d'interprétation des phénomènes sociaux est le rôle du parti communiste." "Revue Communiste", no 2.

Donc, s'il est vrai que, pour le BIPR, la lutte de classe existe indépendamment du parti, néanmoins sans le parti, cette lutte ne peut être qu'un phénomène sociologique, sans aucune dynamique propre; et surtout sans perspectives. Sans l'existence du parti, le prolétariat ne peut rester sous la domination totale de l'idéologie bourgeoise, et même les luttes qu'il mène contre la domination bourgeoise, pour défendre ses conditions de vie, ne peuvent qu'exprimer un "instinct de classe" qui reste une "forme de conscience bourgeoise".

Cette vision d'une conscience de classe séparée de la classe elle-même est profondément fautive.

La lutte de classe n'est jamais une simple affaire d'"intérêts matériels". Elle est toujours, en même temps, une lutte de la CONSCIENCE ouvrière contre l'idéologie bourgeoise. Les organisations révolutionnaires, y compris au niveau du parti international, ne sont jamais séparées de cette lutte. Elles sont à la fois un élément de cette lutte et un facteur déterminant en son sein. Quand les ouvriers des chantiers navals à Bilbao, dans les mines en Grande-Bretagne, se mettent en grève contre les licenciements et l'austérité, ils expriment un refus au niveau de la CONSCIENCE de se plier aux intérêts de l'économie nationale, et d'écouter le chant de sirène de la propagande bourgeoise qui voudrait faire croire que la lutte ne sert à rien. La conscience des ouvriers français, en 85, qui désertent les syndicats par dizaines de milliers, pour qui le "parti communiste" n'inspire que le dégoût, n'est pas la même que celle de leurs aînés, qui, pendant les années 30, par dizaines de milliers, chantaient la Marseillaise derrière le drapeau tricolore brandi par le même PCF. La conscience des ouvriers allemands en 85, qui ont entamé des luttes sans précédents depuis les années 20, n'est plus celle de leurs aînés, abattus et embrigadés dans l'effort de guerre fasciste.

C'est le heurt, dès maintenant, entre les impératifs de l'économie capitaliste et la RESISTANCE OUVRIERE qui détermine les perspectives pour le développement de la conscience dans le prolétariat vers des affrontements décisifs entre les classes.

C'est parce qu'elle ne comprend pas le processus même du développement de la lutte de classe que la tendance représentée par le BIPR s'est révélée systématiquement incapable de comprendre la signification et la portée des mouvements de classe depuis 1968.

Ainsi, Battaglia (Comunista est restée endormie pendant les événements de 1968 en France, estimant que la plus grande grève de l'histoire n'était qu'une affaire d'étudiants et d'éléments petit-bourgeois.

Ainsi, après avoir annoncé en septembre 85 que "la défaite des mineurs (en Grande-Bretagne) a démoralisé la classe ouvrière pour une période incalculable" ("Workers'Voice" no 24), la CWO conclut en novembre qu'elle a "surestimé" la défaite, qu'elle n'a pas été un "désastre total" (voir "Workers'Voice" no 25). Ainsi, la Revue Communiste nous explique que la vague de luttes depuis 83, sans précédent depuis les années 20, est dans certains cas depuis le début du siècle, n'est qu'un "accroissement quantitatif des luttes ouvrières permettant d'envisager une rupture avec la paix sociale à moyen terme." (sic)

Ce manque total de perspective vis-à-vis de la lutte de classe dans la période historique actuelle, et plus particulièrement au sein de la vague actuelle de lutte de classe conduit les groupes du BIPR vers trois types d'aberrations au niveau de leur intervention.

LES ABERRATIONS DU BIPR SUR L'INTERVENTION.

La première aberration, c'est une intervention parfaitement en dehors de la réalité sociale, dont l'exemple typique est l'appel à la "révolution maintenant" lancé par la CWO au moment des luttes en Pologne.

La deuxième, c'est une intervention qui cherche à "convaincre les ouvriers de la nécessité d'un parti" à travers des revendications ou des mots d'ordre lancés lors des luttes. Celle-ci mène à une pratique opportuniste vis à vis du syndicalisme, comme nous l'avons vu chez Battaglia Communista, lors de la grève à la gare de Milan, ou chez la CWO lors de la grève des mineurs (3). Ce type d'intervention ne se distingue pas d'une sorte de syndicalisme de base ultra-radical.

Enfin, la vision du BIPR de CE QU'EST intervenir dans la "lutte de masse quotidienne", revient dans la PRATIQUE à l'abandon d'une intervention réelle. Ainsi, quand la CWO écrit que : "Ce n'est qu'une fois que la CWO aura commencé à accepter pleinement la validité de cette stratégie de formation de groupes politiques dans les usines et les ateliers qu'elle pourra approfondir sa compréhension des tâches des révolutionnaires dans la lutte de classe quotidienne." (4) en guise de "tâches des

(SUITE p.7)

REPONSE AU BIPR

(SUITE DE LA p.6)

révolutionnaires", la CWO nous répète que "...notre effort principal doit être le renforcement numérique et qualitatif des forces communistes" (Workers'Voice no 24). Les camarades de la "Revue Communiste" répètent la même idée quand ils mettent en opposition l'intervention dans les luttes aujourd'hui et "un travail régulier qui va permettre d'édifier le parti international du prolétariat."

La seule conclusion possible de cette argumentation que nous venons de mettre en évidence, c'est la suivante : sans le parti, pas de perspective pour la lutte de classe, donc la formation du parti doit précéder une intervention dans la lutte -et tant pis si les fameux "groupes d'usine" ne sont que le fruit de l'imagination du BIPR! Si les camarades de la "Revue Communiste" s'indignent tant contre nos "falsifications", c'est parce qu'ils n'ont pas compris eux-mêmes où conduisent leurs positions. Et, en effet, comment pourrions-nous nous attendre à une clarté quelconque d'une organisation (avec plateforme, statuts, presse) qui n'en est pas une, de ce "Bureau" qui n'est pas le Parti mais qui est pour le Parti et dont un des membres est déjà un (ou le ?) "Parti Communiste Internationaliste"!

Cette incohérence n'est que le reflet du flou généralisé entretenu par le BIPR sur toutes les questions vitales posées pour la classe ouvrière et ses organisations politiques : sur les perspec-

tives pour la lutte de classe au niveau historique, autant que sur ses potentialités aujourd'hui; sur l'intervention des révolutionnaires aujourd'hui autant que sur leur organisation.

Aussi, contrairement à ce qu'affirme la mise au point de la "Revue Communiste", le débat au sein du milieu révolutionnaire est non seulement nécessaire mais indispensable pour tenter de dissoudre le flou entretenu par le BIPR et ses organisations membres sur les tâches des organisations révolutionnaires dans la période actuelle.

Len Black

NOTES :

(1) C'est aussi une accusation particulièrement mal venue de la part du BIPR, qui, pendant la grève des mineurs anglais, ne s'est pas privé d'accuser le CCI de "semer le défaitisme et l'aventurisme" et de "défendre avec Thatcher et la police, le droit de faire le jaune" ("Workers' Voice no 16 voir aussi la revue Internationale no 40).

(2) La Communist Workers Organisation : PO BOX 145. Head Post Office. Glasgow. G.B.
Le PCInt (Battaglia Comunista) : CP 1753. 20100 Milano. Italie.

(3) Faute de place, nous ne pouvons pas entrer ici dans le détail. Nous renvoyons le lecteur à l'article paru dans la Revue Internationale No 40 : "bluff d'un regroupement".

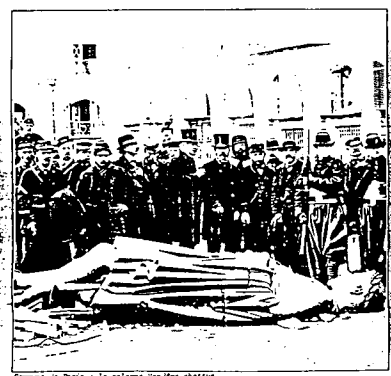
(4) "Revolutionary Perspectives" no 20

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

LA PERIODE de TRANSITION DU CAPITALISME AU SOCIALISME / 1

Le dépérissement de l'Etat dans
la théorie marxiste

mai 1981 / 127 / 80767



Courant Communiste International

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



BROCHURE N° 2 AOÛT 79 4 Ff 35 Fb

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

SOUSCRIPTION PERMANENTE A LA PRESSE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 f recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les n°6 et 7 de RI ancienne série et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

SOUSCRIPTIONS :

total général : 4050F

Nous n'avons reçu aucune souscription au mois de décembre et nous encourageons nos lecteurs à continuer leurs efforts.

REUNIONS PUBLIQUES

Bilan de cinq ans de gauche au pouvoir : la gauche confirme sa nature anti-ouvrière

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 31 janvier à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE :

Réunion publique le 18 janvier à 15h30 au 23, rue Gosselet.

LYON :

Réunion publique le vendredi 17 janvier à 21h, à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro république.

Permanence le mardi 21 janvier à 18 heures, même adresse.

Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le 16 février, à partir de 11h30.

GRENOBLE :

Réunion publique le 10 janvier à 21h, 6 rue Hector Berlioz.

NANTES :

Réunion publique le samedi 18 janvier à 17h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.

MARSEILLE :

Réunion publique le 31 janvier à 21h, au 205 rue Ste Cécile, 13005.

Permanence le 15 janvier de 18h à 19h à "L'Artistique Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

PARIS :

Réunion publique le 11 janvier à 17h, au 27 avenue de Choisy, paris 13ème métro : porte de choisy. Permanences tous les samedis sauf celui de la R.P. de 16h à 18h, même adresse.

ROUEN :

Réunion publique le 18 janvier à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 24 janvier à 21h, rendez-vous devant l'entrée de la cafétéria du géant Casino, au Pont des Demoiselles.

Permanences tous les vendredis (sauf celui de la RP) à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.

Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux Légumes, place Jeanne d'Arc et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces, place St Sernin.

PUBLICATIONS

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM
PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK- N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
- Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f), épuisé.
- Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
- L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
- Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
- La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)
FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X1 PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267.

tirage moyen : 2000 exemplaires
Vente moyenne : 500 exemplaires

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

SOMMAIRE DU N° 43 (4e trimestre 1985)

- CAMPAGNES IDEOLOGIQUES CONTRE LA LUTTE DE CLASSE
- LA CRISE ECONOMIQUE DANS LE BLOC DE L'EST
- LA REVOLUTION DE 1905 : ENSEIGNEMENTS
- CONSCIENCE DE CLASSE (POLEMIQUE)
- OPPORTUNISME ET CENTRISME (DISCUSSION)

Contribution à une histoire
du mouvement révolutionnaire

LA
GAUCHE
COMMUNISTE
D'ITALIE



Courant Communiste International

1986 : LES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES VONT S'ACCENTUER

■ Durant ces dernières années, les attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière ont été les plus importantes qu'elle ait connues depuis la 2ème guerre mondiale. Cela n'est pas fini. Ces attaques sont encore "insuffisantes" et 1986 s'annonce d'ores et déjà encore bien pire pour tous les travailleurs. Aujourd'hui, dans un contexte d'aggravation de la crise économique mondiale, la bourgeoisie du monde entier n'a RIEN D'AUTRE à offrir pour le futur que la misère généralisée et grandissante à tous les travailleurs, notamment avec le développement massif du chômage. Dans ce contexte, la bourgeoisie en France va devoir encore ACCELERER et INTENSIFIER ses attaques à l'image de celles qui ont été menées par exemple, en Italie, Grande-Bretagne, Belgique, etc. Et non seulement la politique d'austérité devra être aussi forte que ce qu'elle a été dans ces pays jusqu'à présent mais elle devra l'être DAVANTAGE car dans tous les pays -jusqu'au coeur de l'industrie- la crise va intensifier ses effets dévastateurs (1).

La bourgeoisie en France et son actuel gouvernement "socialiste", connaissent parfaitement cette sombre perspective et s'y préparent.

Ils savent notamment qu'ils vont devoir à un niveau encore beaucoup plus élevé :

- licencier par milliers; fermer non seulement une multitude d'entreprises mais des pans entiers et des secteurs importants de l'industrie. Les amputations répétées et considérables déjà dans la sidérurgie, les mines, l'automobile, etc... (voir article dans ce numéro) vont se poursuivre à un rythme accéléré. Tous les experts en matière économique automobile, par exemple, disent que le marché européen n'est pas assez grand pour accueillir plus de 2 ou 3 constructeurs automobiles. Comme à l'usine Fiat en Italie, les licenciements vont se chiffrer par des dizaines de milliers, comme à British Leyland en Angleterre ces licenciements massifs n'empêcheront pas la fermeture pure et simple des usines face à un manque de marchés. En France, outre qu'on parle déjà de la suppression de Citroën, pour 86, Peugeot annonce le licenciement de 3 100 travailleurs. A Renault -malgré la crainte de mouvements sociaux- c'est 9 000 licenciements qui vont tomber encore début 86. Enfin, ces licenciements, que le gouvernement n'hésite pas à appeler sans vergogne des "congés de reconversion", seront des licenciements "secs" puisqu'il est proposé aux salariés de suivre "une durée de formation de 5 mois" payés à 65 % du salaire et après quoi... ils se retrouveront au chômage. Autre exemple de ce qui attend les ouvriers d'importants secteurs, à la SNCF, le gouvernement "socialiste" vient de placer un nouveau directeur plus apte à mener ce que la bourgeoisie appelle "la modernisation tant technique que psychologique", à savoir... 25 000 à 40 000 suppressions d'emplois d'ici 1988. Dans la fonction publique, la droite prévient qu'il y a une pléthore de fonctionnaires et qu'il faudra supprimer 70 000 à 80 000 postes d'ici deux ans en plus des attaques déjà portées par la gauche : arrêt de l'embauche, départs à la retraite non remplacés, travailleurs à temps partiel devant fournir le même travail durant un temps moindre. La réforme hospitalière par exemple, annonce le futur pour les fonctionnaires: la fin de la sécurité de l'emploi ! Ainsi, la réforme applicable en 86, permettra la privatisation des hôpitaux et la possibilité de licencier les infirmiers. La liste serait longue si on voulait citer tous les licenciements prévus et les pages de ce journal n'y suffiraient pas ! Car avec la plongée de la production (2), le chômage va s'étendre encore plus rapidement et massivement. C'est pour cela qu'aujourd'hui se vote la loi appelée "pudiquement" "sur l'aménagement du temps de travail" qui est en réalité, une loi pour la li-

berté à l'Etat et aux patrons de licencier à tour de bras. Et non seulement les travailleurs doivent s'attendre à être de plus en plus touchés par le chômage sans espoir de trouver un autre travail mais le chômage est et sera de moins en moins rémunéré, pour une durée de plus en plus courte, sans parler de tous ceux qui n'auront droit à RIEN car ils n'auront jamais pu obtenir un premier emploi. Les perspectives qu'offre la bourgeoisie pour les chômeurs, c'est celles que vivent actuellement les chômeurs en Belgique (3) et en PIRE.

La bourgeoisie en France -et le gouvernement socialiste- savent très bien aussi qu'en 86 les attaques contre les conditions de vie des ouvriers qui ont encore du travail vont s'intensifier. Tout d'abord, la baisse des salaires (qui permet au gouvernement cette année, de se vanter de la baisse du taux d'inflation !) va se poursuivre. Pour ne citer qu'un exemple, le SMIC est appelé à être encore modifié : il sera négocié contractuellement, c'est à dire un salaire minimum sera accordé aux travailleurs, d'un montant variable -et le plus bas possible- "selon les cas", selon "la productivité", selon l'âge de l'ouvrier, etc...

Aujourd'hui, la CFDT, la CFTC et la CGC ont déjà dit oui à ce projet patronal. Et comme pouvait le répliquer "un patron des patrons" (Chotard) à FO qui "s'inquiétait" de la mise en place d'un SMIC spécial pour les moins de 25 ans : "le problème d'un SMIC-jeune a été réglé par l'accord sur la formation en alternance d'octobre 83 qui prévoit des rémunérations d'un montant inférieur au SMIC". En effet, le gouvernement PS-PC de 83 a bien préparé le terrain à la droite pour que celle-ci puisse mener ces attaques au niveau formidable que requiert la situation !

Enfin, à côté de l'accentuation de la baisse des salaires, la productivité va devoir s'accroître à un rythme infernal et les "services sociaux" se réduire à une peau de chagrin. La Sécurité Sociale par exemple, dont le gouvernement socialiste est si fier de sa gestion financière (installation du forfait hospitalier, suppression du remboursement de multiples médicaments, etc.) est, de l'avis de tous les experts, "une bombe à retardement". Aujourd'hui, la gauche vante les mérites de sa gestion qui a "su préserver la protection sociale" (Georgina Dufoix) mais... retarde l'annonce du déficit pour 86, ... retarde l'annonce du relèvement de la cotisation vieillesse qu'elle sait pourtant indispensable, et n'a même pas encore fixé... ses prévisions pour le budget 86.

Ainsi, la gauche chante ses propres louanges sur la protection sociale en tentant d'en faire ou-

blier le prix et pour 86... "s'horripile" des mesures qui seront prises par la droite demain : limitation de l'assurance obligatoire et développement des assurances complémentaires (pour ceux qui peuvent payer donc !).

Oui, demain, les attaques seront à TOUS les niveaux, beaucoup plus dures pour la classe ouvrière. L'ensemble de la bourgeoisie -et le gouvernement socialiste- le savent. Ils savent aussi que ces attaques ne manqueront pas d'accentuer la colère des ouvriers qui va déboucher sur des luttes de grande ampleur. Face à cette situation de mécontentement profond et de luttes, la bourgeoisie a besoin de s'armer le mieux possible. Et pour cela, elle doit orienter son appareil politique et mettre la gauche dans l'opposition. En effet le rôle de la gauche -et ceci dans tous les pays- n'est pas de gérer la crise au gouvernement (surtout en période de reprise des luttes!) mais d'être dans l'opposition afin de faire son sale travail : TROMPER les ouvriers, ENCADRER et SABOTER leurs luttes en se présentant comme "leur amie".

C'est pour cela que l'ensemble de la bourgeoisie en France se doit d'ajuster au mieux -à l'occasion des législatives de 86- son appareil politique. A l'image des pays d'Europe occidentale notamment, là où le prolétariat est le plus fort, il lui faut :

- mettre la droite au pouvoir pour poursuivre en les accentuant, les mesures d'austérité préparées par le gouvernement actuel,
- renvoyer le PS rejoindre le PC dans l'opposition (5) pour assurer le rôle fondamental de la gauche : "hurler au loup" contre la droite, se présenter comme "le défenseur des ouvriers" pour dévoyer leurs luttes et tenter de les mener dans des impasses.

Ce n'est pas parce que la gauche est soi-disant une mauvaise gestionnaire de l'économie que la bourgeoisie doit la retirer du gouvernement mais parce que depuis 81, elle n'est pas à sa place. Comme "l'accident" de mai 81 le montre justement (6), placées au gouvernement, les forces de gauche sont obligées de dévoiler leur vraie nature de défenseur acharné du capital national contre la classe ouvrière. Ainsi, elles ne peuvent plus assumer le rôle pour lequel elles existent : encadrer la classe ouvrière et ses luttes. Et comment se prétendre "l'amie des travailleurs" quand on envoie sa police contre eux? Voilà, derrière toutes les mises en scène actuelles et le cirque électoral, la raison pour laquelle le PC est déjà retourné dans l'opposition (7) et pour laquelle il est indispensable pour la bourgeoisie que le PS l'y rejoigne.

La campagne actuelle est un double piège tendu par la bourgeoisie à la classe ouvrière :

- tenter de la détourner de ses préoccupations de classe, de la dévoyer de son terrain de lutte pour l'amener sur le terrain bourgeois des élections,

- permettre le retour dans l'opposition du PS qui dès aujourd'hui cherche à se dédouaner de sa propre gestion anti-ouvrière; qui parle, même si c'est sans illusion pour aujourd'hui, de son "bilan positif" afin de mieux pouvoir dire demain : "nous avons fait mieux que la droite", "nous n'aurions jamais fait ça".

Demain, quand toute la gauche sera dans l'opposition, elle voudra soi-disant défendre les travailleurs ; ils devront se rappeler de ce qu'elle a fait contre eux au gouvernement. Ils devront, non seulement se méfier de ces "faux-amis", mais les combattre.

M.B.

NOTES :

- (1) voir RI no 139 : "crise : vers la paupérisation absolue"
- (2) voir manifeste sur le chômage, supplément au no 133 de RI et note (1).
- (3) voir article dans RI no 139 : grèves dans les mines du Limbourg.
- (4) voir article dans ce numéro.
- (5) voir articles dans RI du no 135 au no 139
- (6) voir articles dans la Revue Internationale no 34.
- (7) voir article dans ce numéro sur les luttes de classe en France.

Lisez
notre
brochure



REVOLUTION INTERNATIONALE est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.